

ARRÊTÉ N°14-DRCTAJ/1- 564
d'augmentation temporaire du tonnage maximum autorisé à 35 000 t/an
au bénéfice de la société SOLITOP à Saint Cyr des Gâts

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement notamment :

- son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- son titre IV du livre V relatif aux déchets ;
- son livre II relatif aux milieux physiques ;
- son livre III relatif aux espaces naturels ;
- son livre IV relatif à la faune et à la flore.

VU l'article R 512-31 du Code de l'Environnement relatif aux arrêtés préfectoraux complémentaires ;

VU l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 2005 autorisant la société SOLITOP à exploiter un centre de stockage de déchets dangereux à Saint Cyr des Gâts ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2012 autorisant une augmentation temporaire de la capacité maximale à 32 500 t/an sur 2 ans ;

VU la demande en date du 24 juillet 2014 présentée par la société SOLITOP en vue d'augmenter provisoirement son tonnage maximum autorisé à 35 000 tonnes par an ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 8 septembre 2014 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en sa séance du 24 septembre 2014 ;

Considérant que la demande porte sur une augmentation de la quantité de déchets nécessitant un dépassement provisoire du tonnage maximum autorisé à 35 000 t/an pour 2014 et 2015 ;

Considérant que le dépassement demandé ne constitue pas une modification substantielle mais que ce changement notable doit être réglementé par un arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que le dépassement demandé ne génère pas d'impact supplémentaire sur l'environnement ;

Considérant que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Arrête

Article 1. Augmentation provisoire du tonnage maximum

La société SOLITOP, dont le siège social est situé au Bois des Blettes à Saint Cyr des Gâts (85 410), est autorisée à recevoir un tonnage maximum de 35 000 tonnes par an sur les années 2014 et 2015 au lieu de 30 000 tonnes habituel.

L'exploitant fait apparaître dans ses rapports annuels d'activité la nature et la quantité des déchets reçus de manière exceptionnelle.

Article 2. Dispositions administratives

Article 2.1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau du tourisme et procédures environnementales et foncières.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 2.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

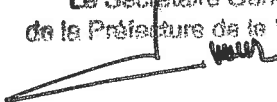
Article 2.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, pour information :

- au sous préfet de Fontenay le Comte ;
- au directeur départemental des territoires et de la mer ;
- à la déléguée territoriale de l'agence régionale de santé ;
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

Fait à La Roche sur Yon, le 27 OCT. 2014

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée



Jean-Michel JUMEZ

ARRÊTÉ N°14-DRCTAJ/1- 564
d'augmentation temporaire du tonnage maximum autorisé à 35 000 t/an
au bénéfice de la société SOLITOP à Saint Cyr des Gâts

